

SÉANCE PLÉNIÈRE

Document INF/11-F
22 octobre 2010
Original: anglais

Communiqué

L'UIT lance un appel à Cancun: les TIC doivent faire partie de la solution

Les Membres de l'UIT exhortent les délégués à la 16ème Conférence des Parties (COP16) à se pencher sur l'extraordinaire potentiel qu'offrent les TIC pour faire baisser les émissions dans tous les secteurs

Guadalajara, 13 octobre 2010 – L'Union internationale des télécommunications (UIT), conformément à l'article 7.2 (l) de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, se réjouit de l'occasion qui lui est donnée d'adresser à la prochaine Conférence des Parties (COP) à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui aura lieu à Cancun (Mexique), du 29 novembre au 10 décembre 2010, un message concernant le rôle important que les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent jouer dans la lutte contre les changements climatiques dans le cadre du Plan d'action de Bali et du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention.

L'UIT, institution spécialisée des Nations Unies qui s'occupe des questions relatives aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et aux télécommunications, compte 192 Etats Membres et plus de 700 Membres de Secteur et Associés.

A sa dix-neuvième séance plénière, la Conférence de plénipotentiaires de 2010 de l'UIT a adopté à l'unanimité la Résolution WGPL/10 "Rôle des télécommunications/technologies de l'information et de la communication en ce qui concerne les changements climatiques et la protection de l'environnement" (Annexe 1). Par cette Résolution, les Etats Membres de l'UIT souhaiteraient sensibiliser le public et les décideurs au rôle déterminant que jouent les TIC dans la lutte contre les changements climatiques à l'approche de la 16ème Conférence des Parties.

Bien que les TIC constituent une petite partie du problème, elles représentent également une partie importante de la solution. Des études montrent clairement que l'utilisation plus efficace de ces technologies peut se traduire par d'incroyables économies en équivalent CO₂¹.

¹ L'équivalent CO₂/équivalent dioxyde de carbone est une mesure normalisée des émissions de gaz à effet de serre conçue afin de rendre compte du potentiel de réchauffement de la planète associé aux différents gaz à effet de serre.

Les TIC permettent d'organiser des réunions virtuelles (afin de remplacer ou de réduire les déplacements), d'utiliser des réseaux électriques intelligents, de pratiquer la cybergouvernance ou la cybersanté, d'utiliser des systèmes de transport intelligents ou encore, de parvenir à une dématérialisation (par exemple, publications en version électronique et non plus papier, téléchargement de vidéos remplaçant l'achat de DVD, etc.).

Les TIC en général et les téledétecteurs radioélectriques en particulier constituent déjà les principaux outils utilisés pour observer l'environnement et surveiller le climat à l'échelle mondiale. Les systèmes modernes de prévision, de détection et d'alerte rapide en cas de catastrophe fondés sur l'utilisation des TIC sont essentiels pour sauver des vies et devraient être installés en nombre dans les pays en développement.

Le fait de mentionner précisément les TIC dans le texte de négociation, de même que l'adoption d'une méthode convenue pour mesurer l'empreinte carbone des équipements TIC et l'inclusion de cette méthode dans les plans nationaux d'adaptation/d'atténuation, inciteraient le secteur des TIC à investir dans les pays en développement et aideraient à réduire la fracture numérique tout en contribuant à combattre les changements climatiques, ce qui profiterait à tous.

Les Membres de l'UIT exhortent donc les délégués à la 16ème Conférence des Parties à s'intéresser au secteur des TIC et à tirer le meilleur profit possible du potentiel qu'offrent ces technologies pour réduire les émissions dans le monde entier.

ANNEXE 1: Résolution WGPL/10 "Rôle des télécommunications/technologies de l'information et de la communication en ce qui concerne les changements climatiques et la protection de l'environnement"

ANNEXE 1

RESOLUTION WGPL/10 (Guadalajara, 2010)

Rôle des télécommunications/technologies de l'information et de la communication en ce qui concerne les changements climatiques et la protection de l'environnement

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Guadalajara, 2010),

reconnaissant

- a) la Résolution 136 (Antalya, 2006) de la Conférence de plénipotentiaires sur l'utilisation des télécommunications/technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le contrôle et la gestion des situations d'urgence et de catastrophe pour l'alerte rapide, la prévention, l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours;
- b) les résolutions pertinentes des conférences mondiales des radiocommunications et des assemblées des radiocommunications, par exemple la Résolution 646 (CMR-03), relative à la protection civile et aux secours en cas de catastrophes, la Résolution 644 (Rév. CMR-07), sur les moyens de télécommunication pour l'alerte rapide, l'atténuation des effets des catastrophes et les opérations de secours ou la Résolution 673 (CMR-07), sur l'utilisation des radiocommunications pour les applications liées à l'observation de la Terre, en collaboration avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM);
- c) la Résolution 73 (Johannesburg, 2008) de l'Assemblée mondiale de normalisation des télécommunications (AMNT), sur les TIC et le changement climatique, qui est le résultat des travaux fructueux menés par le Groupe spécialisé créé en 2007 par le Groupe consultatif pour la normalisation des télécommunications, afin de définir le rôle du Secteur de la normalisation des télécommunications de l'UIT (UIT-T) sur cette question et qui a été adoptée pour répondre aux besoins identifiés dans les contributions pertinentes que les groupes régionaux de l'UIT ont soumises à l'AMNT-08;
- d) la Résolution 66 (Rév. Hyderabad, 2010) de la Conférence mondiale de développement des télécommunications (CMDT), sur les applications des TIC et les changements climatiques;
- e) la Résolution 54 (Rév. Hyderabad, 2010) de la CMDT, sur les applications des TIC;
- f) la Résolution 1307 adoptée par le Conseil de l'UIT à sa session de 2009 sur les TIC et les changements climatiques,

reconnaissant en outre

- a) le paragraphe 20 de la Grande orientation C7 (Cyber-écologie) du Plan d'action de Genève du Sommet mondial sur la société de l'information (Genève, 2003), qui préconise l'établissement de systèmes de contrôle utilisant les TIC pour prévoir les catastrophes naturelles et les catastrophes causées par l'homme et pour en évaluer l'incidence, en particulier dans les pays en développement;

b) l'Avis 3 (les TIC et l'environnement) du Forum mondial des politiques de télécommunications, qui reconnaît que les télécommunications/TIC peuvent contribuer de façon substantielle à atténuer les effets des changements climatiques et à l'adaptation à ces effets et préconise de nouvelles inventions et de nouveaux efforts pour remédier efficacement à ce problème;

c) les résultats des Conférences des Nations Unies sur les changements climatiques tenues en décembre 2007 en Indonésie et en décembre 2009 à Copenhague;

d) la Déclaration de Nairobi sur la gestion écologiquement rationnelle des déchets d'équipements électriques et électroniques et l'adoption, par la 9^{ème} Conférence des Parties à la Convention de Bâle, du plan de travail sur la gestion écologiquement rationnelle des déchets d'équipements électriques et électroniques, eu égard aux besoins des pays en développement et des pays dont l'économie est en transition,

considérant

a) que d'après les estimations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations Unies, les émissions de gaz à effet de serre (GES) ont augmenté de plus de 70 pour cent dans le monde depuis 1970, ce qui a eu des répercussions diverses: réchauffement de la planète, changement des cycles climatiques, élévation du niveau des mers, désertification, rétrécissement de la couverture glaciaire et autres effets à long terme;

b) que les changements climatiques sont reconnus comme une menace potentielle pour tous les pays et appellent une réaction à l'échelle mondiale;

c) que les conséquences du manque de préparation des pays en développement observé par le passé ont été mises en évidence récemment et que ces pays vont être exposés à des dangers incalculables et à des pertes considérables, notamment aux conséquences de l'élévation du niveau des mers dans le cas de nombreuses régions côtières de pays en développement;

d) le Programme 5 du Plan d'action d'Hyderabad concernant les pays les moins avancés, les pays ayant des besoins particuliers (petits Etats insulaires en développement, pays ayant des zones côtières de faible altitude et pays en développement sans littoral), ainsi que les télécommunications d'urgence et l'adaptation aux changements climatiques,

considérant en outre

a) que les télécommunications/TIC jouent un rôle important dans la protection de l'environnement et dans la promotion d'activités de développement innovantes et durables, à faible risque pour l'environnement;

b) que le rôle que jouent les télécommunications/TIC pour faire face aux problèmes que posent les changements climatiques englobe une large gamme d'activités, notamment, sans que cette liste soit exhaustive: promotion des télécommunications/TIC en remplacement d'autres technologies consommant plus d'énergie; mise au point d'équipements, d'applications et de réseaux à haut rendement énergétique; élaboration de méthodes de travail efficaces sur le plan énergétique; mise en place de plates-formes de télédétection à bord de satellite ou au sol pour les observations environnementales, notamment la veille météorologique, et utilisation des télécommunications/TIC pour avertir le public de conditions météorologiques dangereuses et fournir un appui aux organismes humanitaires gouvernementaux et non gouvernementaux, afin de contribuer à réduire les émissions de GES;

- c) que les applications de télédétection à bord de satellites et d'autres systèmes de radiocommunication sont des outils importants pour la surveillance climatique, les observations environnementales, la prévision des catastrophes, la détection des opérations de déforestation illégales et la détection et l'atténuation des effets négatifs des changements climatiques;
- d) le rôle que l'UIT peut jouer en encourageant l'utilisation des TIC pour atténuer les effets des changements climatiques, et le fait que le plan stratégique de l'Union pour la période 2012-2015 donne clairement la priorité à la lutte contre les changements climatiques au moyen des TIC;
- e) que l'utilisation des télécommunications/TIC offre de nouvelles possibilités de réduire les émissions de GES produites par d'autres secteurs que le secteur des TIC, grâce à l'utilisation des télécommunications/TIC de manière à remplacer certains services ou à accroître le rendement des secteurs concernés,

consciente

- a) de ce que les télécommunications/TIC contribuent aussi aux émissions de GES et que cette contribution, bien que relativement modeste, augmentera avec la généralisation de l'utilisation des télécommunications/TIC et qu'il faut donc accorder le rang de priorité nécessaire à la réduction des émissions de GES;
- b) que les pays en développement doivent faire face aux nouveaux problèmes que posent les effets du changement climatique, notamment les catastrophes naturelles liées à ces changements,

ayant à l'esprit

- a) le fait que les pays ont ratifié la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et se sont engagés à ramener leurs niveaux d'émissions de GES à des valeurs cibles qui sont pour l'essentiel inférieures à leurs niveaux de 1990;
- b) que les pays qui ont présenté des plans pour donner suite à l'Accord de Copenhague ont indiqué les mesures qu'ils étaient disposés à prendre pour réduire leur empreinte carbone pendant la décennie en cours,

notant

- a) que la Commission d'études 5 de l'UIT-T est actuellement la Commission d'études directrice chargée de procéder à des études sur les méthodes permettant d'évaluer les effets des TIC sur les changements climatiques, de publier des lignes directrices relatives à l'utilisation des TIC d'une manière respectueuse de l'environnement, d'étudier le rendement énergétique des systèmes d'alimentation ainsi que les aspects environnementaux des phénomènes électromagnétiques, et d'étudier, d'évaluer et d'analyser la remise en circulation, à moindre coût et dans de bonnes conditions de sécurité, des équipements de télécommunication/TIC par le biais du recyclage et de la réutilisation;
- b) la Question 24/2 confiée à la Commission d'études 2 de l'UIT-D, relative aux TIC et aux changements climatiques, adoptée par la CMDT (Hyderabad, 2010);

- c) que les Recommandations de l'UIT qui sont axées sur les systèmes et les applications permettant de réaliser des économies d'énergie peuvent jouer un rôle décisif dans le développement des télécommunications/TIC, en encourageant l'adoption de recommandations propres à améliorer l'utilisation des télécommunications/TIC pour qu'elles deviennent un outil intersectoriel efficace permettant de mesurer et de réduire les émissions de gaz à effet de serre pour toutes les activités économiques et sociales;
- d) le rôle de premier plan de l'UIT-R, qui, en collaboration avec les membres de l'UIT, continue à appuyer les études concernant l'utilisation des systèmes de radiocommunication, y compris des applications de télédétection, pour améliorer la surveillance du climat, la prévision et la détection des catastrophes et les secours en cas de catastrophe;
- e) que d'autres organismes internationaux traitent également de questions relatives aux changements climatiques, notamment la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et que l'UIT devrait collaborer, conformément à son mandat, avec ces entités;
- f) que plusieurs pays se sont engagés à réduire de 20 pour cent leurs émissions de GES aussi bien dans le secteur des TIC que dans l'utilisation des TIC dans d'autres secteurs à l'horizon 2020, par rapport aux niveaux d'émission de 1990,

décide

que l'UIT, dans le cadre de son mandat et en collaboration avec d'autres organisations, affirmera le rôle prépondérant qui est le sien dans l'utilisation des télécommunications/TIC pour traiter les causes et les effets des changements climatiques, en prenant les mesures suivantes:

- 1 poursuivre et développer davantage les activités de l'UIT sur les télécommunications/TIC et les changements climatiques, afin de contribuer à l'ensemble des efforts déployés au niveau mondial par les Nations Unies;
- 2 encourager l'amélioration du rendement énergétique des télécommunications/TIC, afin de réduire les émissions de GES produites par ce secteur;
- 3 encourager le secteur des télécommunications/TIC à contribuer, par l'amélioration de son propre rendement énergétique et grâce à l'utilisation des TIC dans d'autres secteurs de l'économie, à réduire chaque année les émissions de GES;
- 4 faire rapport sur la contribution du secteur des TIC à la réduction des émissions de GES dans d'autres secteurs, grâce à la réduction de leur consommation énergétique résultant de l'utilisation des TIC;
- 5 sensibiliser davantage l'opinion aux questions environnementales liées à la conception des équipements de télécommunication/TIC et encourager des mesures propres à améliorer le rendement énergétique et encourager, dans la conception et la fabrication d'équipements de télécommunication/TIC, l'utilisation de matériaux favorisant un environnement propre et sûr;
- 6 prévoir, en priorité, une assistance aux pays en développement, afin de renforcer leurs capacités humaines et institutionnelles en vue de promouvoir l'utilisation des télécommunications/TIC pour lutter contre les changements climatiques, ainsi que dans des domaines tels que celui de la nécessité pour les communautés de s'adapter aux changements climatiques, qui constitue un élément essentiel de la planification de la gestion des catastrophes,

charge le Secrétaire général, en collaboration avec les Directeurs des trois Bureaux

- 1 d'élaborer un plan d'action concernant le rôle de l'UIT, en tenant compte de toutes les résolutions pertinentes de l'UIT, en collaboration avec d'autres organes/groupes d'experts compétents, compte tenu du mandat particulier des trois Secteurs de l'Union;
- 2 de veiller à ce que les commissions d'études de l'UIT compétentes en matière de TIC et de changements climatiques mettent en œuvre le plan d'action visé au point 1) du *charge le Secrétaire général* ci-dessus;
- 3 d'assurer une liaison avec les autres organisations concernées, afin d'éviter le chevauchement des activités et d'optimiser l'utilisation des ressources;
- 4 de faire en sorte que l'UIT organise des ateliers, des séminaires et des cours de formation dans les pays en développement, au niveau régional, afin de les sensibiliser à cette question et de cerner les principaux problèmes qui se posent en vue de formuler des lignes directrices relatives aux bonnes pratiques;
- 5 de continuer à prendre les mesures voulues, dans le cadre de l'Union, pour contribuer à réduire l'empreinte carbone (par exemple réunions sans papier, visioconférences, etc.);
- 6 de soumettre chaque année au Conseil ainsi qu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires un rapport sur les progrès accomplis par l'UIT dans la mise en œuvre de la présente Résolution;
- 7 de soumettre la présente Résolution ainsi que les autres résultats appropriés des activités de l'UIT aux réunions des organisations concernées, notamment la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, afin de réaffirmer l'engagement pris par l'Union en faveur d'une croissance mondiale durable, et de veiller à ce que l'importance des télécommunications/TIC dans les efforts d'atténuation et d'adaptation et le rôle fondamental de l'UIT à cet égard soient reconnus,

charge les Directeurs des trois Bureaux, dans le cadre de leur mandat

- 1 de continuer d'élaborer de bonnes pratiques et des lignes directrices qui aideront les gouvernements à définir des mesures qui pourraient être utilisées pour aider le secteur des TIC à réduire les émissions de GES et à promouvoir l'utilisation des TIC dans d'autres secteurs;
- 2 de contribuer à promouvoir les activités de recherche-développement:
 - pour améliorer le rendement énergétique des équipements TIC;
 - pour mesurer les changements climatiques;
 - pour atténuer les effets des changements climatiques; et
 - pour faciliter l'adaptation aux effets des changements climatiques,

charge le Directeur du Bureau de la normalisation des télécommunications

- 1 d'aider la Commission d'études directrice de l'UIT-T sur les TIC et les changements climatiques (actuellement la Commission d'études 5) à élaborer, en collaboration avec d'autres organismes, des méthodes visant à évaluer:
 - i) le niveau de rendement énergétique dans le secteur des TIC et l'application des télécommunications/TIC dans les autres secteurs;

- ii) toute la durée du cycle de vie des émissions de GES produites par les équipements de télécommunication/TIC, en collaboration avec d'autres organismes compétents, afin d'élaborer de bonnes pratiques dans le secteur en fonction d'une série de paramètres approuvée, permettant de quantifier les avantages de la réutilisation, du reconditionnement et du recyclage, afin de contribuer à la réduction des émissions de GES produites dans le secteur des télécommunications/TIC et dans d'autres secteurs utilisant les TIC;
- 2 de promouvoir les travaux de l'UIT et de coopérer avec d'autres entités, notamment des Nations Unies, dans le cadre d'activités liées aux changements climatiques, en vue de réduire de façon progressive et mesurable la consommation d'énergie et les émissions de GES pendant toute la durée du cycle de vie des équipements de télécommunication/TIC;
- 3 d'utiliser les travaux actuels du Groupe mixte de coordination des activités sur les TIC et les changements climatiques lors de discussions entre experts et de débats spécifiques avec d'autres branches d'activité, en s'appuyant sur les compétences spécialisées d'autres instances, secteurs d'activité (ainsi que les instances correspondantes) et instituts universitaires, de manière:
- i) à démontrer que l'UIT joue un rôle de premier plan dans la réduction des émissions de GES et dans les économies d'énergie réalisées dans le secteur des TIC;
 - ii) à veiller à ce que l'UIT prenne activement l'initiative s'agissant de l'utilisation des TIC dans d'autres secteurs et contribue à la réduction des émissions de GES,

invite les Etats Membres, les Membres de Secteur et les Associés

- 1 à continuer de contribuer activement aux activités de l'UIT sur les TIC et les changements climatiques;
- 2 à continuer de mettre en œuvre, ou de lancer, des programmes publics ou privés traitant des TIC et des changements climatiques, en tenant dûment compte des initiatives pertinentes de l'UIT;
- 3 à appuyer le processus général des Nations Unies sur les changements climatiques et à y contribuer;
- 4 à prendre les mesures nécessaires pour réduire les effets des changements climatiques, en mettant au point et en utilisant des équipements, applications et réseaux TIC à meilleur rendement énergétique et par le biais de l'utilisation des TIC dans d'autres secteurs;
- 5 à promouvoir le recyclage et la réutilisation des équipements de télécommunication/TIC;
- 6 à continuer de soutenir les travaux menés par l'UIT-R en ce qui concerne la télédétection (active et passive) aux fins de l'observation de l'environnement et d'autres systèmes de radiocommunication pouvant être utilisés pour contribuer à la surveillance du climat, à la prévision des catastrophes, à l'alerte et à l'intervention en cas de catastrophe, conformément aux résolutions pertinentes adoptées par les assemblées des radiocommunications et les conférences mondiales des radiocommunications.